

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 07/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HUBERT LAVAGE (ex SCI HUBERT)

Lieu-dit MEROGER
28800 Bonneval

Références : 20240115_VI_HubertLavage_GPI
Code AIOT : 0005806070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement HUBERT LAVAGE (ex SCI HUBERT) implanté VOIE DES VANNEAUX 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite, réalisée de manière inopinée, s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale 2025 de l'inspection des installations classées, visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUBERT LAVAGE (ex SCI HUBERT)

- VOIE DES VANNEAUX 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT : 0005806070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HUBERT LAVAGE exploite, sur la commune de Saint-Vigor-d'Ymonville, une installation de nettoyage de camions citernes et de containers. Elle comprend 6 pistes de lavage, des zones de stationnement, des installations de traitement des eaux issues des lavages des citernes, une chaudière gaz et une station de distribution de carburant pour poids lourds.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	2 mois
4	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la présence de GPI dans les noues périphériques et le bassin d'infiltration de l'exploitant. Les actions correctives suivantes sont demandées sous 2 mois :

- la mise en place d'équipements spécifiques sur le réseau d'eaux pluviales de voirie empêchant le rejet canalisé de GPI dans les noues et le bassin d'infiltration, ces équipements devant être adaptés aux dimensions des GPI présents sur le site (attention

- notamment en cas de présence de GPI sous forme de poudre) ;
- une inspection et un nettoyage périodiques de ces nouveaux équipements empêchant le rejet canalisé de GPI dans l'environnement ;
- un nettoyage systématique de la voirie devant le bâtiment de lavage des citernes dès que des GPI y sont observés ;
- le nettoyage complet des voiries du site (notamment les zones le long des bordures périphériques), des noues périphériques et des berges du bassin d'infiltration.

Une nouvelle visite d'inspection inopinée sera réalisée à l'issue du délai de 2 mois, suite à laquelle une mise en demeure sera proposée en cas de nouvelle non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, GPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p><u>Article D.541-360 :</u></p> <p>Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par :</p> <p>1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ;</p> <p>2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ;</p> <p>3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Hubert Lavage exploite une unité de lavage de citernes de camions. L'exploitant a confirmé que les citernes lavées sur le site peuvent contenir des granulés de plastiques industriels (GPI) sous forme de billes, sans exclure la possibilité de nettoyage de citernes de GPI sous forme de poudre.</p> <p>Le site est donc soumis à la réglementation sur la prévention de la perte des granulés de</p>

plastiques dans l'environnement (articles D.541-360 à D.541-364 du code de l'environnement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, GPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.</p> <p>Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de lavage des citernes est située dans un bâtiment dont les effluents sont collectés et traités par une station d'épuration. L'inspection n'a pas constaté la présence de GPI au niveau du dernier bassin de la station d'épuration, après traitement. Cette dernière semble donc efficace pour capter les GPI.</p> <p>Les effluents collectés sur l'ensemble des autres zones du site rejoignent le réseau d'eaux pluviales via des caniveaux périphériques. Ils sont traités par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre une noue d'infiltration périphérique puis un bassin d'infiltration. L'éventuel surplus du bassin d'infiltration est rejeté au réseau de la zone industrielle, dont l'exutoire est le canal de Tancarville.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de nombreux GPI au sol sur la voirie devant le bâtiment de lavage. L'exploitant a déclaré que ces billes proviendraient de projections lors des lavages des citernes. Il a indiqué qu'un nettoyage de la zone était effectué une fois par semaine. Cela signifie que les GPI peuvent rejoindre le réseau d'eaux pluviales du site via les caniveaux périphériques, où ils devraient être captés par les séparateurs d'hydrocarbures. Cependant, le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de nombreux GPI dans la partie terminale de la noue d'infiltration périphérique, située après les séparateurs d'hydrocarbures, ce qui signifie que ces derniers ne sont pas pleinement efficaces pour capter les GPI. La présence de GPI a également été notée dans le bassin d'infiltration.</p> <p>Ainsi, l'exploitant est à l'origine de la présence de GPI dans le milieu naturel sur son site, constitué par la noue et le bassin d'infiltration. Il est également probable qu'il soit à l'origine de l'envoi de GPI dans le réseau de la zone industrielle puis dans le canal de Tancarville, même si cela n'a pas pu être vérifié lors de la visite compte tenu de l'inaccessibilité du point de rejet depuis le bassin d'infiltration.</p> <p>L'exploitant ne dispose donc pas d'équipements empêchant le rejet canalisé de GPI dans l'environnement. À la suite de la visite, il s'est engagé à mettre en place des dispositifs de dégrillage permettant de piéger l'ensemble des GPI avant la noue d'infiltration, lorsque la hauteur d'eau dans la noue aura suffisamment diminué pour permettre l'intervention.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place des équipements en amont de ses noues d'infiltration afin d'empêcher le rejet canalisé de GPI. S'il est susceptible d'accueillir des citernes de GPI sous forme de poudre, il veillera à ce que ces équipements soient également adaptés à la poudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2025, GPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <p>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>[...]</p> <p>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</p> <p>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de procédures pour limiter les déversements de GPI au sol lors des opérations de lavage des citernes. Il a notamment présenté son système de sacs filtrants placé sous les citernes pour collecter les billes lors des lavages.</p> <p>En revanche, la fréquence de nettoyage des voiries situées devant le bâtiment de lavage est clairement inadaptée au vu de la quantité notable de GPI qui y étaient présents le jour de la visite. Ce nettoyage devrait être effectué dès qu'un déversement de GPI au sol a été observé et non pas une fois par semaine.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour ses procédures de nettoyage afin de veiller à ce que tout déversement de GPI hors du bâtiment de lavage de citernes doit être nettoyé dans les plus brefs délais.</p> <p>Il mettra également en place une inspection et un nettoyage périodiques des nouveaux dispositifs de filtration de GPI mis en place suivant la demande formulée au point de contrôle précédent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... [...]
Constats : Comme indiqué aux points de contrôles précédents, l'inspection a observé une quantité notable de GPI sur la voirie devant le bâtiment de lavage des citernes et dans la partie finale de la noue périphérique. L'exploitant a procédé au nettoyage de ces zones les plus impactées dans les jours suivant la visite. L'inspection a également noté la présence de quantités plus diffuses de GPI sur la voirie le long de plusieurs bordures périphériques du site et sur les berges du bassin d'infiltration, mélangés avec des résidus de végétation et de la boue ce qui semble indiquer que ces zones n'ont pas été nettoyées récemment. De nombreux déchets divers ont aussi été observés dans la noue périphérique, en plus des GPI déjà évoqués aux points de contrôle précédents. Enfin, même si l'entretien de la végétation au niveau du bassin d'infiltration ne doit pas être trop intensif pour que la biodiversité puisse s'y développer, un entretien minimal est attendu pour permettre une identification et un accès aisé à la canalisation de vidange du bassin vers le réseau de la zone industrielle, ce qui n'était pas possible le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant effectuera un nettoyage complet : <ul style="list-style-type: none">• des voiries du site, notamment des zones le long des bordures périphériques ;• des noues périphériques, afin de retirer l'ensemble des GPI et des autres déchets présents ;• des berges du bassin d'infiltration, à la fois pour rendre la canalisation de vidange vers le réseau de la zone industrielle visible et accessible, mais aussi pour récupérer les GPI mêlés à la terre observés pendant la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois